



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**STRATÉGIE
2024-2028**

Brésil

SOMMAIRE

1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE – LE BRÉSIL, UNE PUISSANCE EN TRANSITION	3
1.1. Une puissance d'envergure mondiale en quête de relais de croissance	3
1.2. Consolider le modèle social et accélérer la transition environnementale	3
1.3. Un acteur régional et mondial	5
1.4. Des atouts pour un leadership régional et environnemental	5
 2. BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-À-VIS DE LA FRANCE. 6	
2.1. Les infrastructures, un levier pour lutter contre la pauvreté et favoriser rééquilibrage territorial et résilience au changement climatique	6
2.2. Attentes vis-à-vis de la France et de l'AFD : une ambition réaffirmée au service de la relation bilatérale.....	7
 3. STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU BRÉSIL.....	9
3.1 Un groupe AFD engagé aux côtés des acteurs brésiliens	9
3.2 L'approche territoriale, pierre angulaire du soutien de l'AFD au « continent » Brésil.....	9
3.3 Des modalités d'intervention élargies s'appuyant sur l'innovation financière et les partenariats..	11

1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE – LE BRÉSIL, UNE PUISSANCE EN TRANSITION

Le 7 septembre 2022, le Brésil a célébré le bicentenaire de son indépendance, dans un contexte de débat public intense, caractéristique des démocraties contemporaines. Sur le temps long, la trajectoire du pays témoigne d'une capacité d'adaptation et de transformation : consolidation démocratique à partir des années 1980, modernisation économique dans les années 1990, puis accélération de la croissance au cours des années 2000, portée notamment par un contexte international favorable et des politiques sociales importantes.

Pays-continent par sa population, sa superficie et le poids de son économie, le Brésil occupe une place singulière sur la scène internationale. Il joue un rôle important au sein du « Sud global » tout en entretenant des liens historiques et économiques étroits avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Son importance s'exprime particulièrement sur les enjeux environnementaux : le pays abrite une part majeure de la biodiversité mondiale et fait face, comme d'autres grands États, au défi de concilier développement, inclusion sociale et préservation du capital naturel.

Cette trajectoire demeure marquée par des contrastes territoriaux et sociaux. Les inégalités de revenus, d'accès aux services et d'opportunités varient fortement selon les régions, en particulier entre le Nord/Nord-Est et le Centre/Sud.

Dans ce contexte, la question centrale est celle d'une croissance plus inclusive et plus résiliente capable de réduire les vulnérabilités et d'accompagner la transition écologique.

1.1 Une puissance d'envergure mondiale en quête de relais de croissance

Un pays à dimension continentale. Le Brésil est une fédération de 26 États et 1 district fédéral qui se classe au 5^{ème} rang des plus vastes pays au monde. La République a été proclamée à la fin du XIX^e siècle et la transition démocratique s'est consolidée à partir des années 1980. Le pays a ensuite engagé, dans les années 1990, un ensemble de réformes qui ont contribué à la stabilisation macroéconomique, notamment via la maîtrise de l'inflation.

Une économie diversifiée, mais une croissance à renforcer. Le Brésil est un pays à revenu intermédiaire supérieur, disposant d'atouts importants : un vaste marché intérieur, un appareil productif diversifié, des ressources naturelles significatives et un secteur financier développé. Malgré ces fondamentaux, la croissance potentielle demeure modérée au regard des besoins d'investissement, de productivité et de réduction des inégalités. Les priorités portent notamment sur : i) la réduction de la pauvreté et des vulnérabilités, ii) la création d'emplois de qualité et la formalisation, iii) la montée en compétences, iv) le rattrapage d'infrastructures, et v) la réduction des écarts territoriaux.

Un agenda public orienté vers l'investissement et la transition. Pour relever les défis structurels du pays, les autorités ont engagé une stratégie visant à soutenir l'investissement public et privé, renforcer la compétitivité et accélérer la transition écologique. Le Plan de développement pluriannuel (PPA) pour la période 2024-2027 donne la priorité à l'industrialisation durable, l'inclusion sociale et la transition écologique. Il s'appuie notamment sur le *Novo PAC* (Plan d'accélération de la croissance), programme d'investissements visant à mobiliser environ 315 Mds EUR d'ici 2026, soit 2% du PIB par an. Le *Novo PAC* est couplé à un Plan de transformation écologique, mis en chantier en août 2023 et permettra de structurer des instruments de financement durable, dont une taxonomie.

1.2 Consolider le modèle social et accélérer la transition environnementale

Des progrès sociaux notables, mais une trajectoire à consolider. Les années 2000 ont été associées à l'amélioration de nombreux indicateurs sociaux, portés par la croissance, l'essor de l'emploi et le déploiement de

politiques publiques, notamment le programme *Bolsa Familia* (programme de transfert universel sous conditionnalité sanitaire et éducative). Les crises économiques et sanitaires de la décennie suivante ont cependant fragilisé cette dynamique et accru certaines vulnérabilités. Selon la Banque mondiale, environ 31% de la population était exposée à une insécurité alimentaire modérée ou sévère en 2021.

Des contrastes territoriaux structurants. La dimension continentale du Brésil héberge des réalités sociales bien distinctes. Les États du Centre et du Sud du pays bénéficient d'un niveau plus élevé en termes de développement économique et humain. Les États du Nord et du Nord-Est sont en revanche les moins développés. Cette cartographie recoupe celle des implantations industrielles, le Centre et le Sud du pays bénéficiant d'un fort développement. Alors que les États du Sud sont quasiment en plein emploi et bénéficient de coefficients de Gini comparables aux pays les plus égalitaires de la région, le Nord reste très en-deçà de la moyenne nationale. Le travail informel y est également plus répandu, au-dessus de la moyenne nationale ce qui pèse sur la productivité et limite l'accès à la protection sociale. Les politiques publiques nationales (transferts sociaux, investissements, services) jouent un rôle d'amortisseur, mais leur efficacité dépend fortement de la disponibilité des services de base (santé, éducation, eau, assainissement, mobilité) et de la capacité des collectivités à porter des projets.

Les sujets sociaux constituent une priorité forte sous Lula III. Dès sa prise de pouvoir, l'administration a voulu renouer avec les politiques qui ont fait son succès dans les années 2000 : la relance des politiques sociales emblématiques (*Bolsa Familia*, *Minha casa, minha vida*, une politique de rehaussement du salaire minimum, etc.), un agenda volontariste en matière d'investissement public. Des réformes importantes ont également été mises en œuvre ou sont prévues, c'est le cas notamment de la réforme des retraites, de la réforme de la règle budgétaire et de la réforme fiscale. Ces efforts se heurtent néanmoins à des contraintes structurelles et à un rythme de croissance encore modéré, dans un contexte de besoins d'investissements élevés.

Un profil énergétique favorable. Le pays dispose d'un mix électrique majoritairement renouvelable, historiquement porté par l'hydroélectricité (environ 80% de la production selon l'AIE), complété par une montée en puissance de l'éolien et du solaire. Le Brésil demeure toutefois parmi les principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, en particulier du fait des émissions liées à l'agriculture et aux changements d'usage des terres. La ministre de l'environnement, Marina Silva, a annoncé une 3^{ème} révision de la Contribution déterminée au niveau national (CDN), la nouvelle cible rétablissant l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur lequel le pays s'était engagé en 2015 et rehaussant les cibles de réduction de 37% à 48,4% pour 2025 et de 50% à 53,1% pour 2030. Cette étape importante devra s'accompagner d'une mise en œuvre effective et d'efforts soutenus pour contribuer aux objectifs de l'Accord de Paris.

Le pays est pourtant doté d'un corpus de textes stratégiques (Plan national d'adaptation au changement climatique, Plan national de gestion des risques de catastrophes) et de plans sectoriels (Plan décennal de l'Énergie 2030, Plan National de l'Énergie 2050, Plan pour l'agriculture ABC+...) relativement bien fournis. En matière de climat, le Brésil adhère au principe de responsabilité commune mais différenciée et porte un discours critique sur l'atteinte des 100 Mds USD de financement climatique, la cible étant jugée insuffisante.

L'Amazonie, une opportunité pour le Brésil. La dynamique de déforestation, de dégradation forestière et d'incendies constitue un risque majeur, à la fois pour la biodiversité et pour la stabilité du climat. Dans certaines zones et selon les périodes, la forêt peut basculer vers un bilan d'émissions défavorable sous l'effet combiné des changements d'usage des terres, des feux et des stress climatiques, ce qui renforce l'urgence d'une action publique soutenue et durable. Le Brésil dispose d'un dispositif de suivi public de la déforestation et publie régulièrement des données, qui alimentent le débat national et international. Dans ce contexte, l'Amazonie demeure un atout stratégique pour le pays : la capacité du Brésil à réduire de manière pérenne la déforestation et à promouvoir des trajectoires de développement compatibles avec la préservation des écosystèmes, y compris dans d'autres biomes sous pression, comme le Cerrado, conditionnera sa crédibilité et son leadership sur l'agenda environnemental mondial. C'est pourquoi l'administration Lula a multiplié sa présence dans les forums internationaux, portant une ambition en faveur d'un pacte articulant dimensions sociale, environnementale et économique. Au plan national, le présidentialisme de coalition implique des majorités parlementaires de compromis, ce qui peut influencer sur le calendrier et l'ampleur de certaines réformes.

Le Brésil à la recherche d'une trajectoire ODD. Si l'administration précédente a fait preuve d'une faible adhésion vis-à-vis des ODD, de nombreuses collectivités territoriales ont poursuivi les efforts initiés au Sommet de la Terre et à la Conférence Rio+20 et contribué à l'agenda des solutions. En septembre 2023, le gouvernement Lula a réactivé la Commission nationale pour les objectifs du développement durable (CNODS) pilotée par la Présidence pour renforcer l'appropriation de l'Agenda 2030 et le suivi des politiques publiques. Selon le Sustainable Development Report, le Brésil présente des résultats contrastés selon les objectifs (50^{ème} sur 166 pays), avec des défis persistants en matière d'inégalités et de sécurité alimentaire.

1.3 Un acteur régional et mondial

Le Brésil occupe une place importante sur la scène internationale, à la fois par le poids de son économie et par sa participation active aux enceintes multilatérales. Le pays cherche à maintenir un dialogue avec une diversité de partenaires et s'inscrit dans plusieurs cadres de coopération. Il est par ailleurs engagé, depuis le 25 janvier 2022, dans un processus d'adhésion à l'OCDE.

Sur le plan économique, le Brésil est fortement inséré dans les échanges mondiaux : en 2022, ses exportations ont atteint 335 Mds USD et ses importations 272,7 Mds USD, pour un solde commercial de 62,3 Mds USD. Les relations avec l'Union européenne constituent un axe structurant : en 2022, le commerce de biens entre l'UE et le Brésil s'est établi à 49,9 Mds EUR d'importations de l'UE depuis le Brésil et 42,7 Mds EUR d'exportations de l'UE vers le Brésil. Les liens d'investissement sont également significatifs : le stock d'IDE (Investissements directs étrangers) sortants de l'UE vers le Brésil est estimé à 284,8 Mds EUR en 2022¹.

À l'échelle régionale, le Brésil participe aux dynamiques de coopération économique et d'intégration en Amérique du Sud, notamment au sein du Mercosur. En parallèle, le dialogue UE-Mercosur s'inscrit dans une discussion de long terme entre les deux ensembles, visant à approfondir les relations économiques et la coopération, tout en recherchant des convergences sur les conditions de mise en œuvre, notamment sur les enjeux de durabilité et de normes.

1.4 Des atouts pour un leadership régional et environnemental

Fort de son poids démographique, de son volontarisme en termes d'intégration régionale, de l'absence de tensions fortes au niveau régional, et sa volonté de maintenir le dialogue avec tous sur la scène internationale, le Brésil de Lula détient des atouts pour se positionner comme leader régional. De fait, dès les premiers mois de sa présidence, il a multiplié la présence du Brésil dans les forums régionaux et réinvesti les enceintes de dialogue politique régional, dont la CELAC (Communauté des États latino-américains et caraïbes), en plaidant pour une coopération sud-américaine plus étroite.

Le Brésil a l'importance géopolitique que lui donne la taille de son économie (1,9% du PIB mondial en 2022), cette dernière étant relativement stable dans la dernière décennie. Sa capacité de non-alignement dans un contexte international multipolaire et sa place en tant que fournisseur de matières premières, notamment alimentaires, restent des atouts non négligeables pour renforcer son influence internationale. Sa capacité à devenir un acteur de premier rang en matière environnementale et sociale ne peut que contribuer à renforcer son importance géostratégique et à briser son cantonnement à l'échelle régionale.

¹ Données Eurostat

2. BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-À-VIS DE LA FRANCE

2.1 Les infrastructures, un levier pour lutter contre la pauvreté et favoriser rééquilibrage territorial et résilience au changement climatique

Les besoins de financement du Brésil restent significatifs. Dans un contexte marqué par la progression de toutes les formes d'inégalités - sociales, territoriales, économiques ou environnementales, les autorités brésiliennes souhaitent mettre en place un ambitieux programme de rattrapage centré sur les politiques sociales et les infrastructures. En effet, le niveau d'investissement a régulièrement diminué au cours des 40 dernières années et a atteint son niveau le plus bas en 2020 (1,6 % du PIB contre 5% dans les années 1980), participant au creusement du déficit chronique d'infrastructures de qualité dans le pays alors que le Brésil doit mobiliser au minimum 4% de PIB supplémentaire par an jusqu'en 2030 pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'Agenda 2030.

Ce nouveau Programme d'accélération de la croissance (PAC) se décline autour de 9 axes correspondants aux besoins de financement prioritaires identifiés par le gouvernement dans les secteurs suivants : les villes durables et résilientes avec notamment la construction de logements sociaux (125 Mds USD), la transition et la sécurité énergétiques (111 Mds USD), les transports efficaces et durables (72 Mds USD), la défense (11 Mds USD), l'éducation (9 Mds USD), la santé (6 Mds USD), l'accès à l'eau et l'assainissement (6 Mds USD), l'inclusion digitale (6 Mds USD) et les infrastructures sociales inclusives (1 Md USD).

Sa mise en œuvre doit être financée par l'État fédéral à hauteur de 22%, les entreprises publiques telles que Petrobras pour 20%, les institutions financières publiques à 22%, le solde de 36% devant être apporté par le secteur privé. Dans ce cadre, les financements externes peuvent contribuer à compléter les ressources domestiques, notamment pour des projets à forte valeur ajoutée (innovation, transition, résilience, ingénierie, renforcement de capacités), et pour soutenir les collectivités et opérateurs publics.

Une faible dépendance vis-à-vis du financement des bailleurs de fonds. Du fait de ses importantes capacités de financement, l'Union fédérale est faiblement dépendante de l'aide extérieure. Elle s'appuie sur un puissant appareil public de financement de l'économie et notamment sur ses trois principales banques publiques, la Banque du Brésil (*Banco do Brasil - BB*), la Caisse économique fédérale (*Caixa Econômica Federal - Caixa*) et la Banque nationale de développement économique et social (*Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social - BNDES*). Ces institutions financières sont au service de la mise en œuvre des priorités stratégiques du gouvernement brésilien : *Banco do Brasil* la plus ancienne banque du pays se concentre sur les prêts à l'agriculture, aux petites et moyennes entreprises et à la consommation, *Caixa* finance le crédit hypothécaire et les collectivités et la *BNDES* soutient l'industrie et les infrastructures. Le renforcement attendu de leur rôle pour appuyer le financement des politiques publiques fédérales de la nouvelle administration permet d'envisager le développement d'une nouvelle phase de leur partenariat avec l'AFD.

Face aux besoins substantiels en termes d'accès aux services et aux infrastructures durables qui relèvent de leurs compétences ou de celles de leurs entreprises publiques, **les collectivités territoriales brésiliennes (États fédérés et municipalités) ainsi que les banques publiques de développement et entreprises publiques** font appel aux financements externes, et sont demandeuses d'assistance technique pour renforcer leur expertise sectorielle. Dans un contexte de demande croissante de financement du secteur public, l'Union exerce son contrôle sur le niveau d'endettement et fixe des limites annuelles pour les opérations contractées avec ou sans sa garantie. Les crises de 2015 et de 2020 ont incité le gouvernement fédéral à réduire les emprunts auprès des institutions financières internationales en les limitant entre 2 et 2,5 Mds USD par an entre 2020 et 2022, mais une inflexion profonde a été amorcée en 2023, avec une réouverture de l'espace pour des financements externes, notamment pour les projets structurants.

Avant 2023, les prêts de la Banque interaméricaine de développement occupaient la majeure partie de l'enveloppe (43%), suivis de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (19%), la Nouvelle banque de développement (17%) et la Corporation andine de développement (14%). L'Union Européenne ne consacre plus

d'enveloppe nationale au Brésil, qui n'est donc éligible qu'aux facilités régionales telles que la Facilité d'Investissement pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (LACIF).

Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux sont la France et le Japon, l'Allemagne se situant au troisième rang. L'aide publique au développement versée a représenté 1,1 Mds USD en 2021, très majoritairement dans les secteurs des infrastructures et services.

L'Amazonie, un enjeu social, économique, environnemental et géopolitique. La vision brésilienne de l'Amazonie ne s'est jamais réduite à l'enjeu de conservation, elle vise le développement intégré et durable de l'Amazonie légale² à travers la réduction des inégalités, la stimulation de la bio-économie, le développement d'une agriculture faiblement émissive, la décarbonisation du mix énergétique et l'investissement dans les infrastructures. Alors qu'une étude de l'Institut des ressources mondiales (WRI) en lien avec des centres de recherche brésiliens³, estime le besoin de financement pour réaliser la transition du modèle amazonien à 530 Mds USD, les enjeux de planification à long terme du territoire amazonien et au-delà, ainsi que les responsabilités partagées par chaque niveau de gouvernement ont fait émerger des demandes spécifiques, notamment au niveau des États et des municipalités (mobilité, eau, assainissement, aménagement urbain).

À l'échelle fédérale, le président Luiz Inácio Lula da Silva a relancé la mobilisation internationale autour du **Fonds Amazonie**, créé en 2008, sous son premier mandat et géré par la BNDES. Le gouvernement brésilien met en avant l'importance stratégique de ce biome pour la stabilisation du climat et entend attirer des financements internationaux pour soutenir la protection des forêts et un développement durable, dans un cadre affirmant la souveraineté du Brésil sur l'orientation et l'utilisation des ressources. Depuis son retour au pouvoir, de nombreuses contributions ont été annoncées, notamment par l'Union Européenne (20 MEUR) et les États-Unis (500 MUSD proposés au Congrès américain). Contributeurs depuis 2008, la Norvège et l'Allemagne ont versé au Fonds plus de 1,2 Mds USD et 68 MUSD respectivement.

2.2. Attentes vis-à-vis de la France et de l'AFD : une ambition réaffirmée au service de la relation bilatérale

Le Brésil partage avec la France (Guyane française) plus de 700 kilomètres de frontière matérialisée par le fleuve Oyapock. Les localités françaises et brésiliennes situées aux confins de leur territoire respectif (la collectivité de Guyane d'une part, l'État d'Amapá de l'autre) sont confrontées à des défis similaires, notamment en matière de sécurité publique, protection de l'environnement, santé, développement économique et social. Le dialogue politique bilatéral de proximité repose sur une commission mixte transfrontalière (CMT) tandis qu'une instance consultative, le conseil du fleuve, associe administrations et élus locaux du bassin de vie oyapockois pour traiter les sujets relatifs au quotidien des populations riveraines.

Depuis 2019, la coopération avec le Brésil sur le bassin de l'Oyapock passe essentiellement par un projet mené par l'Office international de l'eau (OiEau), sous la tutelle de l'Office de l'Eau de Guyane, de la DGTM, et de la Collectivité territoriale de Guyane, avec un co-financement du Brésil (État d'Amapá), de l'Union européenne, et du Centre national d'études spatiales.

En matière transfrontalière, l'AFD reste attentive aux opportunités de coopération technique et de projets à impact, en lien avec les acteurs français et brésiliens du bassin de l'Oyapock.

Un partenariat stratégique à relancer. La coopération entre la France et le Brésil s'est d'abord articulée autour d'un accord-cadre en mai 1996 avant de progresser vers un partenariat stratégique en 2006. La relance du partenariat France-Brésil est la première priorité stratégique du plan d'action de l'ambassade de France 2023-2026 aux côtés de la contribution aux transitions environnementales, énergétiques et économiques du Brésil, et la politique d'influence. D'autre part, la France et le Brésil affichent une convergence d'agenda autour des enjeux globaux (climat, environnement, système financier international, aide publique au développement, protection de l'Amazonie et des forêts tropicales, plan de santé mondiale, etc.) qui pourrait se traduire par des initiatives communes dans le cadre de la présidence brésilienne du G20. De la même manière, la France pourrait devenir le partenaire de référence du Brésil pour l'organisation de la COP30, 10 ans après avoir, elle-même, accueilli à Paris la COP21.

L'activité de l'AFD contribue à la mise en œuvre du partenariat bilatéral, via l'appui à la transition du modèle de développement brésilien. Le Groupe AFD s'est imposé en tant que bailleur de taille intermédiaire, et figure parmi

² Région qui comprend les États fédérés d'Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Acre et Tocantins

³ Nobre, C.A. et al., Nova Economia da Amazônia, 2023

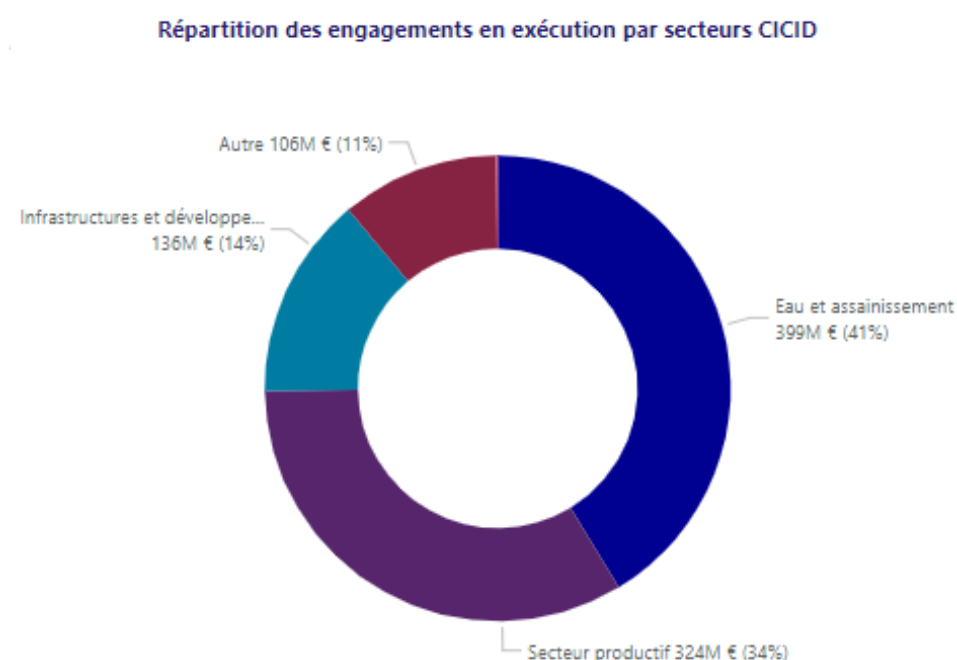
les principaux partenaires bilatéraux du Brésil. Présente au Brésil depuis quinze ans, l'AFD a acquis, dans sa catégorie, une réelle visibilité et démontré la valeur ajoutée de son action en faveur du climat. Ainsi, 72 % de ses engagements sur la période 2018-2022 ont participé à la lutte contre le changement climatique. C'est le cas du partenariat avec les entreprises publiques d'eau et d'assainissement qui présente des co-bénéfices climat significatifs : amélioration de l'accès à l'eau en zone de stress hydrique dans l'État du Paraíba, réduction des pertes sur le réseau dans le Minas Gerais, diminution des émissions de gaz à effet de serre via le raccordement au réseau d'assainissement dans la municipalité de Joinville. De la même façon, l'appui aux collectivités territoriales contribue à faire du climat un marqueur fort de l'action de AFD à travers le financement de projets d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique.

Sur le plan social, l'AFD s'est affirmée comme le partenaire de référence sur le genre, en cohérence avec la diplomatie féministe menée par la France. Classé au 94ème rang mondial du rapport *Global Gender Gap 2022*, le Brésil doit en effet relever d'importants défis en matière d'égalité femmes-hommes. C'est pourquoi l'AFD intègre désormais le nexus genre-diversité-vulnérabilité dans chacune de ses opérations, qu'il s'agisse de l'appui à la mise en œuvre de politiques publiques contribuant à l'égalité de genre ou en soutenant les acteurs financiers brésiliens, ce qui a permis un classement CAD 1 ou CAD 2 genre de 98% de son portefeuille récent. A Curitiba, son financement vise à limiter les risques climatiques d'un quartier habité par des personnes en situation de vulnérabilité en favorisant notamment la lutte contre les violences liées au genre.

Le 3^{ème} marqueur de l'identité AFD au Brésil correspond à sa capacité à répondre à la demande de « France » exprimée par ses partenaires et valoriser l'expertise française publique ou privée. Ceci est particulièrement vrai pour les coopérations financées sur FEXTE et mises en œuvre par Expertise France au bénéfice de l'État fédéral, notamment sur les partenariats public privé (PPP) avec la Caisse des dépôts ou l'amélioration du service public de l'emploi avec France Travail. Ces deux appuis très remarqués par les autorités brésiliennes reposent sur la promotion de modèles français sur des thématiques prioritaires pour l'Union.

En ce qui concerne le secteur privé, les besoins importants de financements exprimés dans les secteurs de la banque, l'énergie, l'eau et l'assainissement, et les secteurs sociaux ont fait du Brésil le premier pays d'intervention de Proparco en 2022, avec une exposition de 490 MEUR. De la même façon, l'activité de STOA, la filiale de la Caisse des dépôts et l'AFD est dynamique du fait du volume d'investissements nécessaire dans les infrastructures et l'énergie, et elle accompagne le déploiement au Brésil de groupes français (parc éolien du Rio Grande do Norte avec Voltaia).

Portefeuille AFD au Brésil à décembre 2023 (par secteur)



3. STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU BRÉSIL

3.1 Le groupe AFD aux côtés des acteurs brésiliens

L'action de l'AFD au Brésil s'inscrit dans le cadre fixé par le CICID de juillet 2023 et le plan d'action de l'Ambassade de France qui font de l'accompagnement des transitions, une priorité. Ainsi, l'AFD vise, pour la période 2024-2028, à **accompagner la transition vers un modèle bas carbone et résilient, favorisant l'inclusion sociale et la préservation des ressources naturelles**. Cette finalité se décline en trois objectifs stratégiques :

- Le soutien à un développement urbain et territorial inclusif et équilibré, dans la continuité des actions développées jusqu'à présent : ODD 4, 9, 10, 11
- L'amélioration de la résilience des territoires et des populations face au changement climatique, avec une attention particulière à la préservation des ressources naturelles : ODD 3, 6, 8, 12, 13,14
- Et enfin, la mobilisation des acteurs du système financier national au service de la mise en œuvre de l'agenda 2030 : ODD 2, 7, 13, 17

Ces priorités d'intervention sont enrichies par des **axes transversaux**, avec la prise en compte du nexus « genre / diversité / inclusion » dans une logique de lutte contre les inégalités sociales (ODD 5).

L'AFD s'efforcera de promouvoir une **approche « Groupe »** pour offrir aux clients des solutions complètes et sur-mesure. Elle se déploiera selon les thématiques suivantes : l'eau et l'assainissement avec Proparco, les biomes forestiers, dont la région amazonienne avec Expertise France, les projets innovants en faveur de l'environnement avec le Fonds français pour l'environnement mondial ainsi que les énergies renouvelables et le développement urbain avec STOA.

L'AFD s'attachera à maintenir des **objectifs élevés sur le climat et la biodiversité** (> 70% de co-bénéfices climat et promotion de l'approche climat et nature), que ce soit à travers des investissements dans les infrastructures bas carbone et résilientes (eau et assainissement, transports, villes durables), ou via l'appui aux acteurs dans la réconciliation entre une exploitation durable des ressources et la préservation du capital naturel (gestion des ressources naturelles et hydriques, soutien à la bioéconomie, préservation des sols et restauration des terres dégradées).

3.2 L'approche territoriale, pierre angulaire du soutien de l'AFD au « continent » Brésil

L'AFD continuera à promouvoir une action fondée sur une **approche territoriale dynamique**. Cette approche vise à agir en capitalisant sur une connaissance fine des acteurs locaux, des dynamiques et enjeux propres à chaque État fédéré, dans une logique d'intelligence géographique. En effet, l'étendue territoriale du Brésil et les disparités socio-économiques et politiques des différentes régions brésiliennes impliquent que l'AFD adapte son offre de services à des réalités très disparates. L'objectif de cette approche territoriale est de promouvoir les synergies entre différents types d'acteurs au sein d'un même territoire en intervenant auprès des États fédérés, des municipalités, des entreprises publiques⁴ et des banques de développement, en mobilisant les outils de financement adaptés (prêts souverains pour les municipalités et les États avec des approches projets ou programme ; et prêts non souverains auprès des entreprises publiques et banques de développement).

L'AFD va intervenir de manière prioritaire dans le **développement d'infrastructures publiques résilientes pour promouvoir l'égal accès aux services de base**. En capitalisant sur l'expérience de l'AFD dans le secteur (extension des réseaux, réduction des pertes, etc.) et en cohérence avec les objectifs ambitieux d'universalisation des services que s'est fixé le Brésil, l'eau et l'assainissement constituera un secteur de concentration pour le Groupe AFD. Il interviendra aussi bien auprès des opérateurs publics et privés d'eau et des acteurs locaux en vue d'assurer une gestion durable de la ressource (ODD6).

⁴ Les entreprises publiques d'eau et d'assainissement dépendent des États fédérés ou des municipalités.

L'AFD va participer au développement de projets de transport public sobre en carbone notamment en structurant des systèmes de transport inclusifs de qualité (réseau de bus, transport ferré) auprès des municipalités et des États brésiliens (ODD11). Dans ce secteur, il s'agit de mobiliser l'expertise française en matière de mobilité douce, pôles d'échange multimodaux et ingénierie.

Dans le domaine des infrastructures durables, l'AFD poursuivra son appui au développement et à la structuration de PPP dans les filières prioritaires du point de vue du mandat d'influence économique du CPD/CICID. Le déploiement au Brésil de la plateforme multilatérale SOURCE, avec un financement de l'AFD à la *Sustainable Infrastructure Foundation* (SIF), participera dès 2024 à cette orientation, contribuant ainsi à la feuille de route du G20 pour promouvoir les infrastructures comme une catégorie d'actifs.

Afin de contribuer au rééquilibrage du territoire brésilien, l'AFD poursuivra ses efforts pour **réorienter son activité dans les régions du Nordeste et de l'Amazonie légale, tout en continuant à appuyer les projets les plus novateurs et porteurs d'influence vis-à-vis de la relation économique avec le Brésil.**

Dans la région Nordeste, l'AFD veillera à accompagner les efforts des acteurs du développement territorial dans leur agenda en faveur de l'inclusion sociale. Il s'agira notamment de mettre en place de nouvelles initiatives visant à lutter contre les inégalités socio-économiques (revenu, genre, origines raciales, etc.) et à améliorer l'accès des populations aux infrastructures publiques de base et aux services sociaux.

L'AFD continuera à rester attentive aux opportunités de financement dans le secteur de la santé, en lien avec la stratégie française en santé mondiale et sa déclinaison dans le cadre du partenariat stratégique France-Brésil.

Une nouvelle frontière, l'Amazonie

Le groupe AFD a développé en Amazonie brésilienne un portefeuille modeste d'opérations principalement en subvention, à travers des projets régionaux associant plusieurs pays amazoniens et quelques projets nationaux en faveur des communautés autochtones, de la sécurisation foncière et des filières de la bioéconomie. De son côté, Expertise France intervient dans la région via des fonds européens (Euroclima+ et Amazonia+), sur des thématiques de préservation, gouvernance forestière et de promotion des droits des peuples autochtones.

Ces initiatives ont certes un impact en termes de développement local mais il est circonscrit aux projets mis en œuvre et n'a pas d'effet d'entraînement sur l'ensemble de la région amazonienne. En conséquence, cette approche fragmentée ne permet pas d'amorcer un dialogue susceptible d'orienter les politiques publiques brésiliennes. D'autre part, les autorités fédérales et les collectivités territoriales accordent une forte priorité à l'aménagement et au développement économique durables des territoires amazoniens où 70% de la population vit dans des centres urbains.

Ainsi, conformément aux conclusions de la récente visite présidentielle, l'AFD souhaite désormais mener une action plus structurante en Amazonie, en phase avec les besoins exprimés par les Brésiliens, et qui s'articule autour de trois priorités :

- Passer à l'échelle les initiatives de gestion durable et de restauration des écosystèmes : l'AFD identifiera avec ses partenaires brésiliens des opérations permettant de contribuer de manière plus significative à la gestion durable des forêts et la préservation du biome amazonien, notamment en matière de protection civile et lutte contre les incendies à l'échelon fédéral (IBAMA, Ministère de l'Environnement) comme au niveau de certains États fédérés (Pará, Amazonas, Mato Grosso).
- Formuler une offre de service en prêt auprès des États fédérés (Pará, Amazonas, Mato Grosso) et municipalités (Belém, Manaus, Macapá, São Luis) en vue du financement de leurs besoins d'investissements dans les secteurs de l'aménagement du territoire, l'eau, l'assainissement et la mobilité. Dans ce cadre, l'AFD cherchera à s'appuyer sur les opérations pilotes du projet TerrAmaz auprès de municipalités du Mato Grosso et du Para pour financer leur passage à l'échelle à travers des financements en prêt auprès des États fédérés pour accompagner leurs stratégies d'aménagement durable. Pour ce faire, l'AFD capitalisera sur les enseignements de TerrAmaz.
- Promouvoir le rôle des systèmes financiers locaux dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 en Amazonie : sur la base de son expérience avec les banques publiques de développement brésiliennes, l'AFD travaillera avec les acteurs financiers locaux pour accompagner le financement d'investissements durables dans la région (acteurs et filières de la bioéconomie, pratiques agricoles durables, infrastructures de base) et soutenir des initiatives de restauration dans la lignée des protocoles d'entente signés en 2023 avec deux banques fédérales, la Banque nationale de développement économique et social (au rayonnement national) et la Banque d'Amazonie (à vocation régionale).

Le Groupe AFD déploiera ainsi tous ses instruments financiers en prêt, et doit pouvoir compter sur un partenariat fort tant avec l'Union européenne (LACIF) qu'avec l'État français (programmes 209 pour les projets multi-pays et 110 pour la promotion de l'expertise française) pour mobiliser des financements en subvention à la hauteur des enjeux de développement multidimensionnels de la région amazonienne (au Brésil et dans les autres pays amazoniens). En ce sens, il entend contribuer à la mise en œuvre des orientations du premier conseil local de développement organisé début 2023 sur l'Amazonie.

3.3 Des modalités d'intervention élargies s'appuyant sur l'innovation financière et les partenariats

L'innovation financière

L'AFD propose des ressources en prêt (tous à conditions de marché) et en subvention (fonds d'expertise FEXTE, fonds délégués de l'Union européenne) déployées selon des modalités classiques (financement de projet pour les prêts souverains, financement de plan d'investissement pour les institutions financières et sociétés d'eau et d'assainissement pour les prêts non souverains, financement de programme de coopération technique pour les subventions). Dans les années à venir, **l'AFD ambitionne de mobiliser des instruments plus complexes** existant dans d'autres géographies, tant pour les collectivités territoriales que pour les acteurs non souverains, à l'instar de Proparco qui, récemment dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, a réussi le déploiement d'outils de garantie de prêts en monnaie locale. Ceci est d'autant plus adapté dans un contexte d'amélioration du risque souverain Brésil par les agences de notation qui reconnaissent ainsi la robustesse de l'économie brésilienne malgré le scénario de détérioration de l'économie mondiale.

L'introduction des *prêts corporate* ou l'élaboration d'une offre de *blue bonds* pour les sociétés d'eau et assainissement, le déploiement du *Tier 2* pour certaines banques de développement régionales, l'émission d'emprunts obligataires ODD ou genre auprès des banques fédérales (*Banco do Brasil*, *Caixa* ou *BNDES*) ou encore le développement de prêts programme pour des États fédérés ou des municipalités, offrent des pistes prometteuses pour l'avenir.

Le développement d'une offre de prêts de contingence constituera également un axe d'innovation financière en vue d'appuyer les autorités pour apporter une réponse à la fois préventive et d'urgence à la survenue de catastrophes naturelles en forte augmentation dans l'ensemble du pays (inondations, sécheresses, incendies). Porteurs de dialogue entre pairs, des logiques intégrées avec Expertise France et les institutions françaises seront privilégiées au niveau des États les plus à risque sur les questions de lutte contre les incendies et de protection civile.

Avec les banques de développement, l'AFD poursuivra l'élargissement de la gamme des bénéficiaires finaux en renforçant l'appui, d'une part, aux petites et moyennes entreprises qui fournissent des biens et services essentiels (eau, assainissement, déchets, etc.), aux acteurs financiers locaux (agences de *fomento*) dans une logique d'inclusion financière des populations vulnérables ou aux collectivités locales de petite taille en ciblant préférentiellement les régions les moins développées du pays.

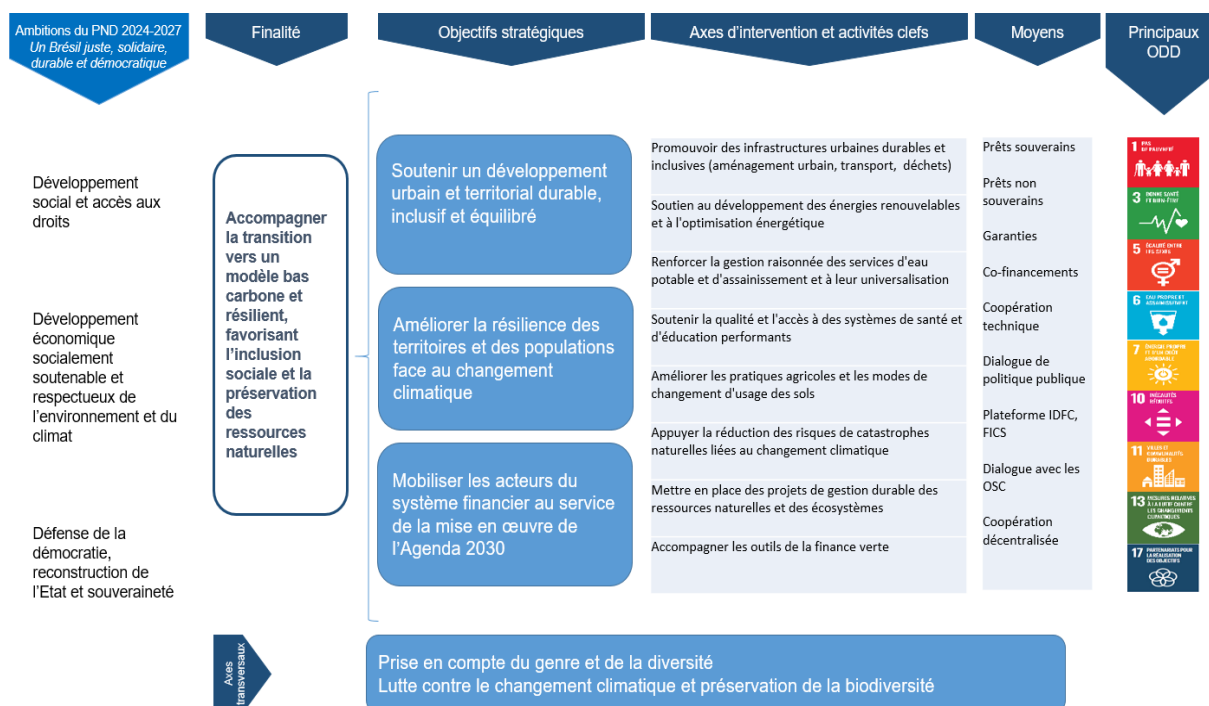
Les partenariats, pour démultiplier les impacts

Conformément à la feuille de route Mobilisation, l'AFD s'appuiera sur le renforcement des liens avec les acteurs du système financier brésilien, l'expertise française sous toutes ses formes (publique, privée, société civile) ainsi que les partenariats européens (KfW pour le développement de la filière hydrogène dans le cadre du *Global Gateway*) et multilatéraux (avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement). Cette approche pourra permettre de soutenir l'accroissement des volumes de financement mobilisés en faveur de la trajectoire de développement durable du Brésil.

S'agissant de la société civile, l'ouverture du dispositif d'accompagnement des organisations de la société civile (OSC) aux associations locales devrait permettre de répondre à l'enjeu de mobilisation en faveur d'une société brésilienne démocratique, juste et durable. En complément de l'appui aux trajectoires démocratiques porté par les OSC, il s'agira aussi de faire dialoguer les institutions, en particulier les collectivités territoriales et les citoyens dans le cadre des opérations qui seront financées.

Enfin, la relance de partenariats en matière de recherche semble encourageante. D'une part, la mise en place de l'outil de modélisation macroéconomique GEMMES permettra de mieux prendre en compte les impacts sociaux liés à la transition bas-carbone. D'autre part, une activité de recherche-action autour de l'approche par les communs dans le domaine du numérique analysera les modalités d'inclusion des populations les plus vulnérables (femmes, autochtones, populations les plus pauvres, etc.) à la plateforme nationale de participation citoyenne.

Cadre logique d'intervention du groupe AFD au Brésil



Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31